holding had been maintained by the Court of Crown Cases Reserved in *Reg. v. Curgerwen*. (L. R., 1 C. C. R., p. 1.) On reference to the case of *Heaton* it will be seen that Mr. Justice Wightman did not hold that the proof of presence was on the Crown. In that case there was evidence that the husband only stayed with his wife perhaps four years at most. It then became necessary for the Crown to show knowledge on the part of the prisoner, who could not be expected to prove the negative—non-knowledge. It was this decision of Mr. Justice Wightman that was approved of in *R. v. Curgerwen*. The case before us differs in this, that Mr. Justice Macdougall returns the fact that absence was not proved. I therefore think the conviction should be maintained.

Conviction maintained.

Fleming, Q. C., for the Crown.

Foran for the prisoner.

COUR DU BANC DE LA REINE.

MONTRÉAL, 25 janvier 1883.

DORION, J. en C., RAMSAY, J., TESSIER, J., CROSS, J.

Ross et al., es-qual. v. CONVERSE.

41 Vict., c. 38—Avis.

Jugé: Que les syndics-conjoints de l'Assurance Agricole du Canada ont été dûment nommés en vertu du chapitre 38 de l'Acte 41 Vict. (Can.), et qu'ils sont revêtus de tous les pouvoirs appartenant à des syndics officiels de même que s'ils avaient été nommés en vertu de l'Acte de Faillite de 1875 et ses amendements. Qu'en l'absence de dispositions spéciales, le fait qu'un avis contenant les demandes de versements, a été mis à la poste à l'adresse des actionnaires sera une preuve suffisante de la demande de ces versements.

Il s'agit d'une poursuite intentée par les demandeurs Ross, Fish et Dumesnil, en leur qualité de syndics-conjoints de la Compagnie dite "The Canada Agricultural Insurance Company" contre Jonathan Converse, pour les 4^{ième} et 5^{ième} versements sur cinq parts ou actions dans les fonds de cette Compagnie, faisant une somme de \$100.

Les appelants allèguent qu'ils ont été nommés syndics-conjoints en vertu de l'Acte du Canada 41 Victoria, chap. 38, et que comme tels ils sont en possession des biens de la dite Compagnie afin d'en liquider les affaires.

L'action a été renvoyée par la Cour de Circuit

siégeant à Sherbrooke, le 31 octobre 1881, sur le principe que les demandeurs n'avaient pas qualité suffisante ou *locus standi* pour intenter de semblables poursuites en vertu de l'Acte du Parlement précité.

La Cour d'Appel a infirmé ce jugement et condamné le défendeur Converse à payer la somme demandée.

TESSIER, J. En lisant le préambule du Statut en question et les sections qui suivent, il est facile de conclure que le Parlement a nommé ces syndics officiels conjointement avec les pouvoirs de poursuivre dans l'intérêt des créanciers et de ceux des actionnaires qui ont déjà payé leurs versements pour liquider finalement les affaires de cette Compagnie.

Le préambule dit : " Considérant que les actionnaires ont résolu qu'il est de leur intérêt que les affaires de la Compagnie soient liquidées, qu'à cette fin ils ont nommé Phillip S. Ross et W. J. Fish, syndics et liquidateurs, qu'il serait opportun d'ajouter G. H. Dumesnil aux dits syndics et liquidateurs..... qu'ils ont fait quelque progrès dans la liquidation de la Compagnie, et qu'une action immédiate est désirable dans l'intérêt de la Compagnie et de ses créanciers, il est décrété : " Que les biens et effets de la dite Compagnie seront, sans qu'il soit fait aucune cession ou rien autre chose de sa part, confiés aux dits Ross, Fish et Dumesnil comme co-syndics, et toutes personnes y intéressées comme actionnaires, créanciers, assurés ou autrement seront dès lors à toutes fins, dans la même position que si les dites parties étaient des syndics officiels."

Il semble que cet acte spécial du Parlement, s'il veut dire quelque chose, constituent les demandeurs comme syndics officiels des actionnaires et des créanciers. Mais s'il y avait doute, cela disparaîtrait par le fait prouvé en cette cause que, depuis la passation de ce Statut, il y a eu une assemblée générale des créanciers, à laquelle il a été nommé des inspecteurs, mais pas d'autres syndics. En vertu de la section 79 de l'Acte de Faillite de 1875, cela les constituerait syndics définitifs.

Il a été fait une autre objection savoir : que les versements n'avaient pas été légalement appelés. Le Statut n'indique pas de mode spécifique; il suffit dans ce cas qu'il y ait une notice raisonnable aux actionnaires. Or il est